

Congé d'été

Au cours de cette semaine, des progrès ont été accomplis. Un médiateur a été nommé. Auparavant, le négociateur du gouvernement et le négociateur des postiers ne se parlaient même pas. Ils ne voulaient même pas se rencontrer. Ils étaient chacun à une extrémité différente de la ville. Aujourd'hui, un médiateur a été nommé et nous espérons que la question sera réglée. Les Canadiens méritent qu'on leur livre leur courrier.

● (2240)

Des voix: Bravo!

M. Taylor: Nous sommes disposés à rester plus longtemps si nécessaire. Mais pour la première fois dans l'histoire du Canada, le gouvernement impose la clôture. La chose ne devrait peut-être pas nous étonner, car notre gouvernement se montre de plus en plus dictatorial. En fait, pourquoi devrions-nous en être surpris puisque le gouvernement a un dictateur comme chef?

Examinons un peu certaines des initiatives du premier ministre (M. Trudeau). Il a réussi à mettre la main sur Jim Coumts et il l'a désigné comme candidat pour l'élection dans Spadina. Il l'a imposé aux électeurs de ce coin du pays. Est-ce cela de la démocratie?

Comparons un peu cela avec la façon dont notre parti a procédé. De 800 à 1,000 personnes se sont réunies pour nommer un candidat selon les principes de la démocratie. Le chef du parti libéral avait refusé de se battre contre le totalitarisme, le communisme ou le facisme. Il avait prétendu vouloir devenir prêtre, tandis que ses camarades se battaient outremer pour le Canada. Beaucoup d'entre eux sont d'ailleurs morts au champ d'honneur. Le chef du parti libéral se baladait en motocyclette et s'amusait follement, tandis que ses camarades se battaient pour le Canada. Et cela, les Canadiens ne devraient pas l'oublier. Nous avons un dictateur comme chef. Et les béni-oui-oui qui l'entourent et qui s'empressent d'approuver la moindre de ses paroles n'aident en rien à atténuer les effets de son comportement dictatorial. Ils réussiront peut-être à le cacher derrière un écran de fumée, mais c'est tout.

Voyez un peu ce qui s'est produit dans le cas de la constitution. Là encore, nous avons été traités de façon dictatoriale et nous avons eu droit à une intervention unilatérale. Or, le pays n'est pas du tout habitué à ce genre de chose. Nous avons dix gouvernements provinciaux et deux gouvernements territoriaux; pourtant, un seul homme nous impose sa volonté. Que ferait-il si les gouvernements des territoires et des provinces ne s'entendaient pas? Là n'est pas la question. Le régime gouvernemental établi en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique prévoit dix gouvernements provinciaux et chacun de ces gouvernements devrait pouvoir participer à part entière dans les débats d'ordre constitutionnel.

J'espère que la Cour suprême rejettera la constitution. Mais quel que soit le jugement, même si elle est reconnue légalement acceptable, elle ne l'est pas moralement et elle est contraire à tout ce que nous avons connu dans notre pays. Là encore, c'est une attitude de dictateur.

Le premier ministre n'a même pas voulu rencontrer nos premiers ministres provinciaux ou discuter avec eux. Mais il va s'entretenir avec Castro à Cuba. Il ne veut pas parler à nos premiers ministres provinciaux ou essayer de résoudre les problèmes du Canada. Il essaye de résoudre les problèmes du monde. Le pays dont il est responsable est bourré de problè-

mes, mais il n'a pas le temps de s'en occuper. Il veut aider le gouvernement mondial. Il veut un gouvernement mondial. Il aimerait être le dictateur du monde. Il parle d'une force de police internationale.

Je ne crois pas au gouvernement mondial. Je crois en la souveraineté de chaque pays. Je m'opposerai à un gouvernement mondial jusqu'au bout. Nous ne voulons pas cela dans notre pays. Nous ne voulons pas y être mêlés en aucune façon. Je dis aux députés d'en face qu'ils peuvent répéter cela à leur premier ministre.

Que dire de la loi sur les armes à feu qu'il a fait adopter? Est-ce qu'il ne veut pas que nous ayons d'armes à feu? Il y a peut-être des raisons qui justifient cela, mais il n'y en a aucune pour empêcher les gens de se servir de carabines et de fusils dans notre pays.

Le premier ministre est désinvolte. Les députés d'en face savent-ils qu'il n'accepte plus de signer les certificats de noces d'or? Un couple de ma circonscription a demandé au premier ministre du Canada de signer un certificat à l'occasion de leurs noces d'or. Qu'a-t-on fait? On leur a envoyé un certificat sans la signature du premier ministre. Ils me l'ont montré. Je leur ai dit que le premier ministre était très occupé et qu'il l'avait peut-être oublié. Je leur ai demandé de me laisser le certificat. Je l'ai envoyé à son cabinet. Le personnel du premier ministre me l'a renvoyé en disant que le premier ministre n'avait plus le temps de signer ces certificats.

Quelle différence y a-t-il entre notre chef et le dictateur d'en face? Il nous dit qu'il est prêt à envoyer tous les messages que les députés veulent livrer. L'autre jour, j'ai demandé une lettre du premier ministre pour un couple qui aurait aimé recevoir une lettre de félicitations à l'occasion de ses noces d'or. Son secrétaire m'a dit qu'on ne pouvait faire cela. Nous avons avisé le premier ministre un mois à l'avance, mais on nous a dit qu'il fallait trois mois pour préparer ces lettres et que les certificats étaient envoyés sans signature. Le premier ministre s'en fiche. Ce n'est pas l'attitude de notre chef, qui tente de faire écho à l'opinion de nos gens. Je suis heureux d'être partisan du chef de notre parti. Je n'en ai pas honte, j'en suis fier.

Le député de Parkdale-High Park a dit que nous avons gaspillé trois heures aujourd'hui. C'est encore un écran de fumée derrière lequel se dissimulent les libéraux. Toutefois, ce qu'il dit est en partie vrai. Nous avons gaspillé trois heures. Mais il ne dit pas toute la vérité. Nous aurions pu étudier des bills. Le gouvernement n'en avait pas un seul à étudier. Nous ne voulions pas perdre notre temps non plus. Nous voulons demeurer ici jusqu'à ce que les travaux soient terminés.

L'inflation a atteint son plus haut niveau depuis 1948, soit 12.8 p. 100. Les députés d'en face se demandent pourquoi. Mais la façon même dont le gouvernement s'y prend pour enrayer l'inflation l'attise. La première raison est le taux d'intérêt de 20 p. 100. Les magasins doivent ajouter 20 p. 100 au coût de leurs produits et leurs clients doivent payer 20 p. 100 de plus. C'est l'inflation. Tout le monde se demande pourquoi l'inflation continue à monter. Les députés d'en face se demandent pourquoi nous ne leur disons pas quoi faire. Nous leur avons dit une douzaine de fois. Si le gouvernement démissionnait, cela ne nous ferait pas de tort. Nous avons aussi dit au gouvernement de remettre les petites industries et les agriculteurs au travail. Une augmentation de la production entraînerait une diminution de l'inflation. Nous avons dit tout